

**LES GRANDS POINTS
DU RAPPORT ANNUEL 2017 D'IFC**

Rétrospective de l'exercice d'IFC

Durant l'exercice 17, IFC a investi près de 19,3 milliards de dollars, dont plus de 7,5 milliards de dollars mobilisés auprès d'autres investisseurs. Grâce à son approche globale, elle a aidé les entreprises à innover, à mettre en place des branches d'activité pouvant soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux et à créer de meilleurs emplois.

**USD
2,9**

MILLIARDS

ASIE DE L'EST
ET PACIFIQUE

**USD
3,3**

MILLIARDS

EUROPE ET
ASIE CENTRALE

**USD
5,3**

MILLIARDS

AMÉRIQUE LATINE
ET CARAÏBES

**USD
1,4**

MILLIARD

MOYEN-ORIENT
ET AFRIQUE
DU NORD

**USD
2,8**

MILLIARDS

ASIE DU SUD

**USD
3,5**

MILLIARDS

AFRIQUE
SUBSAHARIENNE

IFC : Principales données opérationnelles

Millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices

	2017	2016	2015	2014	2013
Engagements au titre d'investissements à long terme					
POUR LE COMPTE D'IFC	11 854	11 117	10 539	9 967	11 008
Nombre de projets	342	344	406	364	388
Nombre de pays	75	78	83	73	77
RESSOURCES MOBILISÉES*	7 461	7 739	7 133	5 142	6 504
Prêts syndiqués ¹	3 475	5 416	4 194	3 093	3 098
Initiatives d'IFC et autres	2 207	1 054	1 631	1 106	1 696
Fonds d'Asset Management Company (AMC)	531	476	761	831	768
Partenariats public-privé (PPP) ²	1 248	793	548	113	942
TOTAL, ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS	19 316	18 856	17 672	15 109	17 512
Décaissements au titre d'investissements					
Pour le compte d'IFC	10 355	9 953	9 264	8 904	9 971
Prêts syndiqués ³	2 248	4 429	2 811	2 190	2 142
TOTAL, DÉCAISSEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS	12 602	14 382	12 075	11 094	12 113
Portefeuille d'engagements					
Nombre d'entreprises	2 005	2 006	2 033	2 011	1 948
Pour le compte d'IFC	55 015	51 994	50 402	51 735	49 617
Prêts syndiqués ⁴	16 047	16 550	15 330	15 258	13 633
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	71 062	68 544	65 732	66 993	63 250
Financements à court terme					
Encours moyen	3 185	2 807	2 837	3 019	2 739
Services-conseil					
Dépenses au titre du programme de services-conseil	245,7	220,6	202,1	234,0	231,9
Pourcentage du programme consacré aux pays IDA ⁵	63 %	62 %	65 %	66 %	65 %

* Financements d'entités autres qu'IFC mis à la disposition de clients grâce à la participation directe de la Société à la mobilisation des ressources.

1. Comprennent les prêts B, les prêts parallèles et les prêts MCPP.

2. Financements provenant de tiers et affectés à des projets de partenariats public-privé grâce à l'intervention d'IFC en tant que conseiller principal auprès d'entités nationales et locales ou d'autres entités publiques.

3. Comprennent les prêts B, les prêts parallèles gérés par IFC et les prêts du programme MCPP.

4. Comprennent les prêts B, les participations à des prêts A, les cessions de participations structurées à des prêts A, les prêts parallèles gérés par IFC, les participations non financées aux risques et les prêts du programme MCPP.

5. Toutes les références faites dans ce rapport au pourcentage de dépenses de services-conseil consacrées aux pays IDA, aux États fragiles et aux pays touchés par un conflit excluent les projets à caractère mondial.

Message de Philippe Le Houérou Directeur général d'IFC

Depuis plus de 60 ans, IFC figure parmi les chefs de file du développement du secteur privé. Elle collabore avec des entreprises multinationales, régionales et locales pour accélérer la croissance et permettre aux populations d'échapper à la pauvreté tout en favorisant la compétitivité de ses clients sur les marchés mondiaux et le respect de normes internationales. L'exercice 17 a été pour elle une année remarquable : elle a investi des montants record tout en privilégiant les régions et les marchés les plus difficiles et a consacré des ressources sans précédent aux interventions contre le changement climatique. Si nous sommes fiers de ces résultats, nous savons aussi qu'il nous faut faire beaucoup plus.



Il y a deux ans, 193 pays ont approuvé le Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment les Objectifs de développement durable et l'Accord de Paris sur le climat. Il faudra accroître considérablement le volume des financements pour atteindre ces objectifs étant donné le niveau de pauvreté actuel et l'ampleur des autres défis de développement. À elles seules, les ressources publiques sont insuffisantes. Lors de la Conférence sur le financement du développement qui s'est tenue à Addis-Abeba en juillet 2015, la communauté de développement s'est donc engagée à poursuivre une nouvelle vision visant à passer « des milliards aux milliers de milliards » (de dollars). Selon cette démarche, le secteur privé joue un rôle essentiel dans l'apport de solutions de développement, alors que les ressources publiques sont utilisées de manière stratégique pour concevoir des projets, atténuer les risques et permettre au secteur privé d'investir de manière durable.



IFC est idéalement placée pour contribuer à la réalisation de ce programme ambitieux grâce au savoir qu'elle accumule depuis une soixantaine d'années. L'ampleur du programme et la volonté de la Société de faire plus dans les pays les plus pauvres exigent des méthodes et des instruments nouveaux. Nous appelons ce cadre stratégique « IFC 3.0 ».

UNE ANNÉE RECORD

Lors de la première année que j'ai passée à IFC, j'ai pu observer à maintes reprises le dévouement, le professionnalisme, la motivation et la créativité de son personnel, qui témoignent clairement de notre capacité à obtenir des résultats. Dans le cadre des efforts que nous avons menés durant l'exercice 17 pour renforcer la croissance et améliorer la situation des marchés des pays en développement, nous avons accordé des financements, à hauteur du montant record de 19,3 milliards de dollars, à des entreprises privées de 75 pays. Ce montant comprend près de 7,5 milliards de dollars mobilisés directement auprès d'autres investisseurs, dont 531 millions de dollars fournis par l'intermédiaire d'IFC Asset Management Company.

Près d'un quart des financements que nous avons accordés ont bénéficié aux pays les plus pauvres, c'est-à-dire les pays admissibles à emprunter à l'Association internationale de développement (IDA) du Groupe de



la Banque mondiale. Nos investissements dans l'action climatique ont enregistré une progression sans précédent pour représenter près de 25 % de nos financements. Nous avons de surcroît mis davantage l'accent sur la création d'opportunités économiques

pour les femmes en facilitant leur accès aux services financiers, en aidant les entrepreneures à développer leur entreprise et en encourageant la parité hommes-femmes dans le monde de l'entreprise. Nous avons également renforcé notre appui à l'innovation et aux technologies révolutionnaires.

Durant l'exercice 17, notre portefeuille d'investissements a augmenté de plus de 3 milliards de dollars pour s'établir à 55 milliards de dollars. La taille du portefeuille et la diversité des projets qu'il comprend nous ont permis d'avoir un impact dans différents domaines. Ainsi, nos clients ont-ils fourni 2,4 millions d'emplois, accordé des microcrédits et des prêts de montant faible ou moyen à hauteur de 411 milliards de dollars, produit de l'électricité au profit de 79 millions de consommateurs, alimenté en gaz 60 millions d'usagers et approvisionné en eau 14 millions de personnes.



En amont, nous avons continué de proposer une gamme complète de services-conseil à nos clients, en particulier dans les régions fragiles et touchées par un conflit et dans les pays IDA. Durant l'exercice 17, soixante-trois pour cent du programme de services-conseil d'IFC concernaient des clients de pays IDA et 20 % des clients de régions fragiles et touchées par un conflit, tandis que 26 % avaient trait au climat. Presque un tiers des nouveaux projets de services-conseil ont de surcroît été conçus dans le souci d'avoir un impact sur la parité hommes-femmes.

UN NOUVEAU CADRE STRATÉGIQUE

Notre stratégie « IFC 3.0 » est intégrée dans la *Vision d'avenir* du Groupe de la Banque mondiale. Elle reflète le fait que, pour accroître notre impact et intensifier notre action dans les sites les plus difficiles, il nous faut, non plus simplement répondre à la demande, mais agir de manière anticipée — en exploitant les atouts de l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale et d'autres partenaires de

développement — pour créer des marchés et mobiliser les ressources du secteur privé sur une plus grande échelle. C'est pourquoi nous avons développé de nouvelles démarches et de nouveaux outils analytiques et financiers.



Nouvelles démarches et nouveaux outils d'analyse : IFC a toujours jugé essentiel d'obtenir des résultats dans le domaine du développement. Nous avons dû renforcer notre panoplie d'outils en raison de la complexité grandissante des questions auxquelles sont confrontés les pays qui font partie de nos clients. Nous avons élaboré un nouveau cadre — intitulé « Mesure et suivi de l'impact attendu » (*Anticipated Impact Measurement and Monitoring* ou AIMM) — pour pouvoir mieux définir, mesurer et établir l'impact de chaque projet sur le développement et cibler les fiches de performance et les mesures d'incitation sur l'obtention d'un impact économique. Nous pourrions, à terme, évaluer et communiquer nos résultats non seulement dans une perspective opérationnelle et financière, mais aussi sous l'angle du développement et du portefeuille.

Nous avons mis en place des outils de diagnostic du secteur privé au niveau des pays pour rechercher et exploiter systématiquement les possibilités de créer des marchés et d'optimiser les financements au profit du développement. Ces outils nous permettront de déterminer exactement les domaines dans lesquels nous pourrions collaborer avec les autorités publiques, la Banque mondiale, la MIGA et nos partenaires de développement pour stimuler la création de marchés en mettant en place les cadres de réglementation et de politiques nécessaires, en favorisant la compétitivité du secteur privé, en encourageant l'adoption des meilleures pratiques et de nouvelles technologies et en renforçant les capacités et les compétences locales. Nous avons également lancé une démarche à l'échelle du Groupe de la Banque mondiale prônant une collaboration plus étroite entre nos collègues afin d'optimiser le financement du développement. Nous qualifions cette démarche de « cascade ». Les membres des services du Groupe de la Banque mondiale commenceront par rechercher avec

nos clients les options qui peuvent être retenues dans le cadre du secteur privé pour relever les défis de développement — lorsqu'il est conseillé et efficace de procéder de la sorte — de manière à réserver les financements publics aux projets pour lesquels cette démarche ne serait pas optimale.

Les services-conseil sont une composante essentielle de la stratégie suivie par IFC pour créer des marchés et mobiliser des investissements privés, en particulier dans les pays les plus pauvres et dans les régions du monde les plus touchées par des conflits. Cette année, le Conseil d'administration nous a procuré des outils et des ressources supplémentaires, en acceptant de réduire le montant du transfert qu'IFC effectue chaque année à l'IDA à partir de son revenu net pour pouvoir lancer le Guichet de conseil d'IFC sur la création de nouveaux marchés. Ce mécanisme de financement, établi pour trois ans, sera doté de ressources pouvant aller jusqu'à 213 millions de dollars. Il permettra de faire face à la demande grandissante de services-conseil d'IFC et, notamment, de financer les travaux en amont nécessaires à la préparation d'une réserve de projets et à la création de marchés dans les pays éligibles à emprunter à l'IDA ainsi que dans les pays fragiles et touchés par un conflit.



Nouvelles démarches et nouveaux outils financiers : Le Conseil d'administration a également approuvé le Guichet de promotion du secteur privé d'IDA-18, qui soutient la stratégie que nous poursuivons pour accroître les investissements privés et créer des marchés dans les pays éligibles. Grâce aux quatre mécanismes relevant de ce guichet — le mécanisme d'atténuation des risques, le mécanisme de financements mixtes, le mécanisme de financement en monnaie nationale et le mécanisme de garantie de la MIGA —, dotés au total de 2,5 milliards de dollars, nous disposerons d'outils d'atténuation des risques que nous pourrions utiliser dans le cadre de projets présentant des risques élevés et nous pourrions surmonter le problème de l'accès limité aux prêts en monnaie nationale. Ces mécanismes novateurs permettront au secteur privé d'investir dans des pays IDA. IFC les administrera pour le compte de l'IDA et établira

une réserve plus conséquente de transactions qui pourront être financées par elle-même ou d'autres investisseurs.

Grâce à nos efforts de mobilisation et aux investissements réalisés par des entités parrainantes et d'autres co-investisseurs, chaque dollar investi par IFC contribue actuellement à générer quatre dollars de financements à l'appui du développement. IFC continue d'innover au-delà de son excellent programme de syndication de prêts et des investissements d'IFC Asset Management Company dans des fonds de participation privés. Je citerai, à titre d'exemple, le nouveau Programme de portefeuille de prêts conjoints d'IFC pour l'infrastructure, qui mobilise des capitaux privés auprès de sociétés d'assurances pour financer une partie du portefeuille de prêts d'IFC dans le secteur des infrastructures. Les investisseurs institutionnels détiennent de vastes réserves de fonds qui pourraient être mises au service du développement. Ce modèle ouvre la voie à leur utilisation.



Le nouveau cadre stratégique d'IFC offre un moyen concret de relever le défi consistant à porter le volume des financements du développement du niveau des milliards de dollars à celui des milliers de milliards de dollars. En mettant en œuvre les outils que nous a fournis le Conseil d'administration, en approfondissant l'analyse dans le cadre de nos travaux et en travaillant plus étroitement en équipe avec nos collègues du Groupe de la Banque mondiale, nos clients et nos autres partenaires, nous intensifierons notre impact dans le domaine du développement au cours des prochaines années. Grâce aux étroits partenariats forgés avec le secteur privé et le secteur public, nous pouvons accroître notre capacité de créer des marchés et d'améliorer les conditions de vie de millions d'êtres humains.

Philippe Le Houérou
Directeur général d'IFC

RÉSULTATS DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT

Principales données financières

Millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices*

	2017	2016	2015	2014	2013
Revenu (perte) net(te) imputable à IFC	1 418	-33	445	1 483	1 018
Dons à l'IDA	101	330	340	251	340
Revenu avant dons à l'IDA	1 523	296	749	1 739	1 350
Total, actif	92 254	90 434	87 548	84 130	77 525
Prêts, participations, et titres de dette, nets	40 519	37 356	37 578	38 176	34 677
Juste valeur des participations (estimation)	14 658	13 664	14 834	14 890	13 309

PRINCIPAUX RATIOS

Rendement de l'actif moyen (base GAAP)	1,60 %	0,00 %	0,50 %	1,8 %	1,3 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP)	5,90 %	-0,10 %	1,80 %	6,4 %	4,8 %
Encaisses et placements immédiatement disponibles en pourcentage des besoins estimés de liquidités pour les trois prochains exercices	82 %	85 %	81 %	78 %	77 %
Ratio d'endettement	2,7:1	2,8:1	2,6:1	2,7:1	2,6:1
Montant total des ressources nécessaires (milliards d'USD)	19,4	19,2	19,2	18,0	16,8
Montant total des ressources disponibles (milliards d'USD)	23,6	22,5	22,6	21,6	20,5
Total des provisions pour pertes sur prêts rapportées à l'ensemble du portefeuille décaissé	6,1 %	7,4 %	7,5 %	6,9 %	7,2 %

*De plus amples détails sur la manière dont les chiffres présentés dans le tableau ont été établis sont présentés dans l'Examen et l'analyse de la direction ainsi que dans les états financiers consolidés, <http://www.ifc.org/FinancialReporting>

Champ d'action des sociétés clientes d'IFC au plan du développement

Emplois	PORTEFEUILLE ANNÉE CIVILE 2015	PORTEFEUILLE ANNÉE CIVILE 2016
Emplois (millions) ¹	2,4	2,4
Microcrédits²		
Nombre (millions)	51,2	53,7
Montant (milliards d'USD)	59,5	60,7
Prêts aux PME²		
Nombre (millions)	7,6	8,3
Montant (milliards d'USD)	343,7	351,1
Financement du commerce³		
Nombre (millions)	1,8	1,8
Montant (milliards d'USD)	255	270
Nombre de consommateurs bénéficiant de services		
Production d'électricité (millions de personnes)	48,0	79,4
Alimentation en électricité (millions de personnes)	50,1	24,8
Approvisionnement en eau (millions de personnes)	21,8	14,3
Alimentation en gaz (millions de personnes) ⁴	51,2	59,9
Branchements téléphoniques (millions d'utilisateurs)	262,8	345,3
Patients bénéficiant de services médicaux (millions) ⁵	31,7	34,0
Nombre d'élèves (millions)	4,6	4,9
Agriculteurs bénéficiaires (millions)	3,5	3,0
Paiements aux fournisseurs et aux administrations publiques		
Achats de biens et services sur les marchés intérieurs (milliards d'USD) ⁶	46,8	36,6
Contribution aux recettes ou à l'épargne des administrations publiques (milliards d'USD)	16,6	14,6

Ces chiffres décrivent le champ d'action des clients d'IFC à la fin des années civiles 2015 et 2016. Les données sur les portefeuilles de ces deux années ne sont pas strictement comparables en raison de la modification du portefeuille de clients d'IFC sur lequel elles reposent. Dans le cas des microcrédits et des prêts aux PME, les résultats s'expliquent aussi par la contribution des services-conseil. Les données fournies par les clients font l'objet de nombreux contrôles, mais elles reposent parfois sur des estimations et la définition des indicateurs peut être comprise de façon légèrement différente d'un client à l'autre.

1. Les données de portefeuille relatives à l'emploi incluent les emplois fournis par les Fonds.
2. Les chiffres indiqués pour le champ d'action correspondent à l'encours des microcrédits et des prêts de montant faible ou moyen des clients d'IFC à la fin des années civiles 2015 et 2016 pour des projets/institutions financières dont les activités visent les microentreprises et les petites et moyennes entreprises (MPME). Les données de l'année civile 2016 comprennent des informations portant sur 304 MPME clientes ; les données de neuf de ces clients ont été extrapolées.
3. Le nombre total et le montant en dollars des transactions commerciales financées par le réseau de banques de pays émergents du Programme de financement du commerce mondial ont été établis à partir des chiffres communiqués par 68 % (nombre) et 72 % (montant en dollars) des banques qui opéraient dans le cadre du réseau durant l'année civile 2016. Il n'est pas possible de comparer directement ces chiffres à ceux de l'année précédente, car le nombre de banques en activité ayant répondu à l'enquête est différent d'une année à l'autre. Les données correspondent aux transactions directement garanties par IFC et aux opérations exécutées par les banques du réseau qui ont bénéficié de l'appui du programme. Les données de 2015 ont été mises à jour à la lumière des corrections apportées aux statistiques de l'année précédente par les participants à l'enquête.
4. L'alimentation en gaz de 56,6 millions de personnes durant l'année civile 2016 est imputable à un client de la région Asie de l'Est et Pacifique.
5. Le nombre total de patients traités durant l'année civile 2015 a été révisé par suite de l'ajustement des résultats d'un client d'Asie du Sud.
6. Le montant total des achats de biens et services intérieurs durant l'année civile 2015 a été révisé par suite de l'ajustement des résultats d'un client d'Afrique subsaharienne.

Engagements à long terme, Ex.17

Montants en millions de dollars, pour le compte d'IFC au 30 juin 2017

Total	11 854	100 %	
Par branche d'activité			
Marchés financiers	5 862	49,45 %	
Infrastructure	1 705	14,38 %	
Agroindustries et forêts	1 155	9,75 %	
Industrie manufacturière	989	8,34 %	
Santé et éducation	692	5,84 %	
Hydrocarbures et industries extractives	435	3,67 %	
Tourisme, distribution et biens immobiliers	429	3,62 %	
Fonds	356	3,00 %	
Télécommunications et technologies de l'information	232	1,96 %	
Par région USD millions ¹			
Amérique latine et Caraïbes	2 693	22,72 %	
Afrique subsaharienne	2 323	19,59 %	
Europe et Asie centrale	2 084	17,58 %	
Asie du Sud	1 982	16,72 %	
Asie de l'Est et Pacifique	1 738	14,66 %	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	951	8,03 %	
Monde	84	0,71 %	

1. Certains montants prennent en compte les parts de projets officiellement classés projets mondiaux revenant aux régions.

Par produit

Prêts ¹	9 643	81,34 %	
Participations ²	1 601	13,50 %	
Garanties	540	4,56 %	
Produits de gestion des risques	71	0,60 %	

1. Y compris les produits de type prêt et quasi-prêt.

2. Y compris les produits de type participation et quasi-participation.

Portefeuille d'engagements, Ex.17

Montants en millions de dollars, pour le compte d'IFC au 30 juin 2017

Total	55 015	100 %	
Par branche d'activité			
Marchés financiers	18 615	34 %	
Infrastructure	10 691	19 %	
Industrie manufacturière	5 319	10 %	
Fonds	4 412	8 %	
Agroindustries et forêts	3 802	7 %	
Financement du commerce	3 215	6 %	
Santé et éducation	2 564	5 %	
Hydrocarbures et industries extractives	2 469	4 %	
Tourisme, distribution et biens immobiliers	2 041	4 %	
Télécommunications et technologies de l'information	1 888	3 %	
Par région			
Amérique latine et Caraïbes	12 023	22 %	
Afrique subsaharienne	9 881	18 %	
Europe et Asie centrale	9 081	17 %	
Asie du Sud	8 801	16 %	
Asie de l'Est et Pacifique	7 553	14 %	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5 935	11 %	
Monde	1 741	3 %	

Certains montants prennent en compte les parts de projets officiellement classés projets mondiaux revenant aux régions.

Dépenses au titre des services-conseil, Ex. 17

Montants en millions de dollars

Total	245,7	100 %	
Par région			
Afrique subsaharienne	82,2	33,5 %	
Asie de l'Est et Pacifique	40,6	16,5 %	
Europe et Asie centrale	35,0	14,3 %	
Asie du Sud	27,2	11,1 %	
Amérique latine et Caraïbes	24,9	10,1 %	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	21,6	8,8 %	
Monde	14,2	5,8 %	
Par branche d'activité			
Secteur financier	70,1	28,6 %	
Climat de l'investissement	63,3	25,7 %	
Domaines intersectoriels	43,5	17,7 %	
Partenariats public-privé	33,5	13,6 %	
Énergie et utilisation efficace des ressources	20,3	8,3 %	
Agroindustries	15,0	6,1 %	

« Forte du savoir qu'elle a accumulé durant plus de 60 ans, IFC est idéalement placée pour confier au secteur privé un rôle central dans le financement et l'exécution de solutions en matière de développement. En raison de l'ampleur de cet objectif, et parce qu'elle veut accroître ses activités dans les pays les plus pauvres, IFC a besoin d'un nouveau cadre stratégique reposant sur de nouvelles méthodes et de nouveaux outils analytiques et financiers qu'elle s'emploie actuellement à mettre en place. »

Philippe Le Houérou

Directeur général d'IFC

À PROPOS D'IFC

Membre du Groupe de la Banque mondiale, IFC est la plus importante institution mondiale d'aide au développement dont les activités sont axées sur le secteur privé dans les pays en développement.

Créée en 1956, IFC est contrôlée par les 184 pays qui en sont membres et définissent ensemble sa politique.

IFC a accumulé six décennies d'expérience sur les marchés les plus difficiles du monde. Grâce à sa présence dans une centaine de pays, un réseau composé de centaines d'institutions financières et plus de 2 000 clients du secteur privé, IFC est particulièrement bien placée pour créer des marchés et des opportunités là où elles font le plus défaut.

IFC utilise son capital, ses compétences et son influence pour aider le monde à mettre fin à l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée.

RESTEZ EN CONTACT #ifcar17

Site web d'IFC

ifc.org

YouTube

youtube.com/IFCvideocasts

Facebook

facebook.com/IFCwbg

Instagram

instagram.com/ifc_org/

Twitter

twitter.com/IFC_org

LinkedIn

on.ifc.org/ifcLinkedIn



2121 PENNSYLVANIA AVENUE, NW
WASHINGTON, DC 20433
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

ifc.org